



**PRÉFET  
DU  
PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Réf. : 20250326-RAP-63-0329-Insp\_LIMAGNE ENROBÉS\_Mur-sur-Allier

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Exploitant : <b>LIMAGNE ENROBÉS</b> Adresse : 1000 route de Dallet Lieu-dit : Zac des Littes Commune : 63111 Mur-sur-Allier  SIREN : SIRET : 38149207300014		S3IC 0005601425 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input checked="" type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED
Activité principale : Centrale d'enrobage à chaud		
Date du contrôle : 18/03/2025		
Inspecteur(s) :		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
Thème(s) du contrôle : Contrôles réglementaires		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • les installations de la centrale.		
Référentiel(s) du contrôle • Arrêté préfectoral du 03/06/2000 autorisant la société LIMAGNE ENROBES à exploiter une centrale fixe d'enrobage à chaud sur le territoire de la commune de Dallet au lieu-dit « Machal ». • Arrêté préfectoral du 26/10/2011 portant modification d'une centrale fixe d'enrobage à chaud exploitée par la société LIMAGNE ENROBES – commune de Dallet.		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
	VCSP ROUTE FRANCE LIMAGNE ENROBES LIMAGNE ENROBES	Directeur d'exploitation Responsable QPE Chef de poste
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Equipe ECIE <input type="checkbox"/> Autre :	

## I – Synthèse de la visite et des constatations

### I – Contexte

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le suivi des activités de la centrale d'enrobage.

Il est à noter que la commune de Dallet a fusionné avec la commune la commune de Mezel, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, pour devenir la commune de Mur-sur-Allier.

### II – Constats effectués ce jour

L'accès aux installations est clôturé et condamné par une barrière en période hors service.

#### A) Bruit

La dernière mesure de niveau sonore a été effectuée le 10 avril 2024 par la société VERITAS. Les résultats n'ont pas montré de dépassement.

#### B) Rejets atmosphériques

Une mesure des gaz rejetés par le brûleur de la centrale a été réalisée le 27/08/2024 par BUREAU VERITAS, les valeurs relevées sont conformes.

#### C) Rejets eaux pluviales

Les eaux, en sortie de séparateur d'hydrocarbures, ont été analysées le 28/05/2024 par la société EUROFINS.

Les résultats montrent un dépassement en MES (52 mg/litre) pour un seuil maximal de 30 mg/litre.

La centrale est implantée dans une zone d'activité au sein de laquelle plusieurs entreprises exploitent des plateformes de tri/transit/ concassage de matériaux de chantiers de terrassement et démolition. Ces activités génèrent énormément de poussières.

Les eaux à la sortie du séparateur d'hydrocarbures sont dirigées vers un bassin situé à l'extérieur du périmètre des installations. Ce bassin est encombré de végétaux.

#### → **Constat n°1 :**

**La société LIMAGNE ENROBÉS doit curer le bassin de manière qu'il retrouve son volume initial et qu'il permette le pompage des hydrocarbures en cas de défaillance du séparateur.**

#### D) Eaux souterraines

Des prélèvements et analyses des eaux souterraines ont été effectués par la société EUROFINS, le 28/05/2024, les résultats ne montrent aucun impact sur la qualité des eaux au droit du site.

#### E) Extincteurs

La société DESAUTEL a effectué une vérification de l'ensemble des extincteurs, le 11/10/2024.

#### F) Déchets

Le site dispose d'une zone imperméabilisée et couverte, équipé de bacs dédiés à la collecte des déchets industriels. Les produits susceptibles, en cas de fuite, de créer une pollution, sont stockés sur des rétentions adaptées. Les déchets solides sont récupérés et traités par la société PRAXY et les huiles usagées sont traitées par la société CHIMIREC.

#### G) Odeurs

En 2020, des riverains avaient signalé des nuisances liées à des odeurs de goudron.

Une inspection n'avait pas permis d'identifier l'origine de ces nuisances.

Le site dispose de 4 silos pour le stockage de bitume. Les événements de ces silos ont été équipés de cartouche qui permettent de capter les odeurs susceptibles d'être relarguées.

### III- Tableau récapitulatif

Constat N°1		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input checked="" type="checkbox"/> Observation	<ul style="list-style-type: none"><li>- Articles 5.1 et 5.6.4 de l'arrêté du 13/08/2000.</li><li>- La société LIMAGNE ENROBÉ doit curer le bassin de manière qu'il retrouve son volume initial et qu'il permette le pompage des hydrocarbures en cas de défaillance du séparateur.</li></ul>	Dès que possible
<input type="checkbox"/> Non-conformité		
<input type="checkbox"/> Mise en Demeure		

### IV – Conclusion

<b>Suites données par l'inspection</b> <ul style="list-style-type: none"><li><input checked="" type="checkbox"/> Observations ou non-conformités à traiter par transmission d'éléments de réponse</li><li><input type="checkbox"/> Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)</li><li><input type="checkbox"/> Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions</li><li><input type="checkbox"/> Autre(s) :</li></ul>		
<b>Synthèse des suites :</b> <p>Cette visite a permis de relever une observation. La société LIMAGNE ENROBÉS doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires à la levée de cette observation dans les délais indiqués au chapitre III ci-dessus.</p>		
<b>Inspecteur</b> le 26/03/2025 L'inspecteur de l'environnement  Signé	<b>Vérificateur</b> le 27/03/2025 L'inspecteur de l'environnement  Signé	<b>Approbateur</b> le 27/03/2025 Pour le directeur régional, Le coordonnateur de l'équipe ECIE de l'UD CAP  Signé

